

FRANCE | MONDE | ÉCONOMIE | CULTURE | LIFE | **EURO** | REVUE DE WEB | SANTÉ



Suivre @slatefr

S'abonner

Publié le 27/06/2012

4 réactions

Mis à jour le 27/06/2012 à 9h49

## Les cinq familles de contribuables grecs

Au-delà des bons et des mauvais payeurs, c'est tout un système fiscal, corrompu et injuste, qu'il faut révolutionner.



- Des euros / Images\_of\_Money via FlickrCC Licence by / Taxbrackets -

### L'AUTEUR

Mathieu Martiniere



Journaliste. Vous pouvez le suivre sur Twitter @Mat\_Marty

Ses articles

« **J**e pense que les Grecs doivent commencer à s'entraider collectivement. » Le 26 mai 2012, Christine Lagarde provoque la colère des Grecs en leur demandant de payer leurs impôts, et en les comparant à des enfants africains, jugés plus méritants. (On apprendra le lendemain que la directrice du FMI, qui touche 550.000 euros par an, est exonérée de taxe sur le revenu en tant que fonctionnaire internationale.)

Lagarde a visé l'arbitraire qui prévaut dans les statuts fiscaux, et tout particulièrement en Grèce. Chez les Hellènes, les armateurs et l'Eglise ont des positions dorées. La corruption entre élites est une pratique culturelle.

### TOPICS

- MONDE
- Grèce
- impots
- crise de la dette
- contribuable
- armateurs grecs
- église orthodoxe

### PARTAGER

- [Partager](#)
- [Tweeter](#)
- [Envoyer par email](#)
- [Imprimer](#)

#### LISIBILITÉ

> taille de la police

#### SLATE CONSEILLE



**L'armateur, voilà l'ennemi?**

#### À LIRE SUR



**WIKIPÉDIA**  
L'encyclopédie libre

- [Impôts locaux en France](#)
- [Grèce](#)
- [Crise de la dette publique grecque](#)
- [Contribuable](#)

Quant au peuple, il refuse de donner ses derniers euros à une administration qu'il juge avariée. Avec les lois d'austérité, le contrôle resserré de l'Union européenne et du FMI, les Grecs règlent-ils pour autant plus leurs impôts qu'avant la crise? Quels citoyens paient vraiment, lesquels s'arrangent, qui sont ceux qui filent à l'anglaise? Et si la vraie question était: les Grecs peuvent-ils encore payer leurs impôts?

## Les bons payeurs

Malgré les clichés, une majorité des Grecs se sont toujours acquittés de leurs impôts. **Les deux tiers des travailleurs grecs** –1,8 million dans le secteur privé et 800.000 fonctionnaires– sont prélevés à la source. Si en 2010, selon Eurostat, la Grèce présentait encore **un taux de recettes fiscales** (31% du PIB) inférieur à la moyenne des pays de la zone euro (38,9%), la situation évolue.

Alors que les salaires et les retraites ont été sévèrement revus à la baisse depuis deux ans, de nouvelles taxes et des hausses d'impôts sont régulièrement dévoilées. Dès 5.000 euros par an, chaque citoyen grec doit désormais s'acquitter d'un impôt sur le revenu. Pour la consommation, la TVA est de 23% sur une majorité des biens et des services. Sur la propriété, le bien est taxé à 1% de sa valeur immobilière. Un dernier impôt concerne les foyers les plus aisés, à partir de 243.600 euros pour une personne seule, et 487.200 euros pour un couple marié.

Popy, superviseuse dans un centre d'impôts du quartier populaire d'Omonia, à Athènes:

*«Le système fiscal est très compliqué en Grèce. Chaque mois, avec la troïka, la loi change, et tout le monde paie toujours plus d'impôts.»*

Fin 2011, le gouvernement de George Papandreou a introduit une nouvelle taxe d'urgence sur la propriété, qui se calcule par rapport à l'emplacement et à la superficie du bien immobilier. Alors que beaucoup de Grecs ne pouvaient, faute de moyens, s'en acquitter, le gouvernement a décidé de l'inclure dans le prix de l'électricité. Les coupures pour défaut de paiement ont été fréquentes. A la suite de cette nouvelle taxe, les Grecs ont donné un surnom à ces impôts de crise: «charatsi». Un mot d'origine turque qui rappelle le temps où l'Empire Ottoman imposait aux Grecs une taxe de 400 ans à régler au sultan. A l'époque, ceux qui ne payaient pas étaient décapités.

Au-delà d'une majorité de citoyens simplement honnêtes, les bons payeurs s'avèrent donc être ceux qui ne disposent pas d'un portefeuille ou d'un réseau assez confortables pour contourner la taxe. Autrement dit, les citoyens les plus modestes et les classes moyennes.

## Les débrouillards

Pour rogner sur des impôts devenus trop lourds, les Grecs font appel à la ruse. Des stations services demandent à leurs clients de payer, si possible, en liquide. De plus en plus de commerces, et même des grands bars-restaurants qui ont pignon sur rue dans Athènes, embauchent au noir pour ne pas déclarer leurs employés.

Depuis trois ans par exemple, une loi oblige les commerces et les prestataires de services à délivrer un ticket à leurs clients, pour contrôler la TVA. Afin de lutter contre la fraude, les Grecs doivent pouvoir prouver qu'ils ont dépensé au moins 25% de leurs revenus en présentant ces tickets lors de leur déclaration d'impôts, sous peine d'amende. Mais alors qu'un commerce sur trois a fermé à Athènes, tous les commerçants ne jouent pas le jeu.

La fraude fiscale atteint ses plus hauts scores chez les indépendants et les libéraux. Ce qui expliquerait en partie le faible taux de recettes fiscales de la Grèce.

Theodora Oikonomides, animatrice à Radio Bubble, webradio alternative à Athènes:

*« Il y a plus de freelances en Grèce que dans le reste de l'Europe. C'est plus facile pour eux de déclarer ce qu'ils veulent. »*

En 2010, des médecins du quartier bourgeois de Kolonaki, à Athènes, avaient été appréhendés par le fisc. Ces libéraux déclaraient trois à dix fois moins que ce qu'ils gagnaient vraiment. La même année, le logiciel de localisation par satellite Google Earth avait permis de comprendre que seulement 2% des piscines du nord de la capitale étaient déclarées. Une fraude aux impôts qui ne touche pas seulement les libéraux les plus aisés. En effet, le système fiscal n'incite pas les petits indépendants à tout exposer, comme le relève Theodora Oikonomides:

*« En freelance, à partir de 6.000 euros par an, tu dois déclarer tes impôts. Mais avec toutes les taxes, tu gagnes moins au final que si tu gagnes 5.000 euros. »*

## Les intouchables

Depuis 1960, la constitution grecque prévoit un régime unique d'imposition **aux puissants armateurs grec, première flotte mondiale**. C'est le fameux «shipping»: une taxe sur le tonnage des navires qui exclue l'impôt sur les sociétés. Le problème reste que seulement 25% des navires sont immatriculés en Grèce, les armateurs préférant les régimes plus généreux de Chypre ou de Malte. Le manque à gagner pour l'Etat grec face à ces entités offshores est énorme.

Face aux critiques d'évasion fiscale, notamment d'Alexis Tsipras, chef de file de Syriza, la profession brandit la menace du départ à l'étranger, eux qui emploient 250.000 personnes en Grèce. Et parle même de faillite.

Nikos Vernicos, président de la Chambre internationale de commerce grecque, lui-même armateur:

*« Les armateurs grecs transportent 15% des biens de l'humanité sur un territoire à 99,5% non grec. Si le régime fiscal change, le bateau grec va perdre de sa compétitivité et pourrait déposer le bilan. »*

Le secteur a la réputation d'être intouchable. Les armateurs ont rapporté **140 milliards d'euros** à l'Etat grec entre 2000 et 2010. Avec 3.760 navires, ils représentent 7,7% de la flotte mondiale. Ces entrepreneurs aux dents longues ont facilité l'implantation de l'entreprise chinoise Cosco, dans **son projet de rachat du port du Pirée**. Une firme qui incite les armateurs à faire construire les bateaux en Chine. Nikos Vernikos se défend:

*« Les armateurs grecs sont internationaux. Ils construisent des bateaux avec un rapport qualité-prix. »*

Autre intouchable, la toute puissante Eglise grecque. Inscrite dans la Constitution comme religion officielle, l'Eglise orthodoxe est toujours rattachée à l'Etat, qui rémunère les popes comme tout fonctionnaire. A ceci près que le clergé est exonéré d'impôts sur la propriété. Et avec **un patrimoine estimé à 3 milliards d'euros**, qui comprend églises mais aussi hôpitaux, restaurants, hôtels de luxe et actions à la Banque nationale de Grèce, l'Eglise reste le deuxième propriétaire foncier du pays.

Ses comptes, opaques, ne sont pas publics, et la corruption n'est pas étrangère au royaume de Dieu, comme le prouve **l'affaire récente du Mont Athos**.

Mais à l'inverse des armateurs, l'indulgence fiscale et les scandales immobiliers de l'Eglise choquent encore (trop) peu les Grecs. 80% d'entre eux se déclarent chrétiens orthodoxes. Asphyxiés par la crise, les Grecs vont chercher une aide morale le dimanche, où les messes affichent complet. Sur le terrain, l'Eglise s'est substituée à l'Etat dans le domaine social. Les popes sont très actifs. Des soupes populaires sont organisées régulièrement et des dons de médicament sont agencés. Par sa philanthropie, souvent sincère, l'Eglise orthodoxe gagne son droit à la tranquillité.

## Les affranchis

Fin 2011, le gouvernement a enfin décidé de s'attaquer à l'évasion fiscale. Un véritable fléau: elle représenterait entre 12% et 15% du PIB grec, soit **40 à 45 milliards d'euros**. Derrière l'Estonie et Chypre, la Grèce est le troisième plus mauvais élève de l'Union européenne. Quelques millionnaires fraudeurs, comme Costas Yiannikos (1,2 million d'arriérés), dirigeant de la chaîne Alter TV, ont été arrêtés pour l'exemple.

Mais les personnages les plus influents n'ont toujours pas été inquiétés. La famille Latsis, première fortune de Grèce, qui pèserait **3,38 milliards d'euros**, réside par exemple à Genève. Il y aurait d'ailleurs 280 milliards d'euros de fonds grecs dans les banques suisses, ce qui représenterait 120% du PIB de la Grèce. Les services de lutte anti-fraude ont compté 18.300 entreprises ou indépendants grecs qui possèdent des sociétés offshores.

Dès lors, que va faire le nouveau gouvernement Samaras? Va-t-il enfin s'attaquer au système fiscal en profondeur avec l'aide de la troïka?

L'Union européenne a pris les devants en dépêchant le 1<sup>er</sup> septembre 2011 un commando d'élite, la «task force», afin de veiller à l'application rigoureuse du mémorandum et réformer l'administration fiscale. Composée de 45 hauts fonctionnaires européens, et dirigée par l'Allemand Horst Recheibach, la délégation a dévoilé le 15 mars dernier **son premier bilan**, positif: 946 millions d'euros d'arriérés d'impôts ont été récupérés en 2011. L'objectif étant de recouvrer 6 à 8 milliards d'euros assez rapidement sur une fraude totale estimée à 60 milliards.

En parallèle, le gouvernement grec a mis en place le 1<sup>er</sup> avril 2011 une législation plus répressive. Un fraudeur risque désormais d'1 an à 3 ans de prison, ainsi qu'une amende entre 10.000 et 50.000 euros. Preuve de l'efficacité de la loi, un mois après son application, les versements de TVA ont augmenté de 14%. A la lutte anti-fraude, a été nommé en 2011 un ténor de la magistrature grecque, Yannis Diotis, ex-juge antiterroriste, célèbre pour avoir démantelé l'organisation du «17-Novembre».

Nommés en 2011 pour épauler Yannis Diotis, les procureurs Grigoris Peponis et Spyros Mouzakitis, ont néanmoins démissionné avec fracas en décembre 2011, avant de revenir sur leur décision. Dans une lettre, les deux hommes de loi dénonçaient la collusion entre politique et justice:

*«Nous n'acceptons pas de servir d'alibi à divers intérêts organisés et à ceux qui s'activent dans la zone grise du crime financier.»*

## Les écorchés

En Grèce, le chômage atteint **22,6%** au premier trimestre 2012, un record. Un jeune sur deux n'a pas de travail. Dans la prochaine livraison des coupes sociales, 150.000 postes de fonctionnaires seront supprimés et le salaire minimum sera ramené à 586 euros, soit une baisse de **22%**. En deux ans et demi, les salaires et les retraites ont été divisés par deux. En parallèle, le coût de la vie est presque identique à la France. A Athènes, un café ou un litre d'essence coûte près de 2 euros. Si l'immobilier reste abordable, les prix du gaz, de l'électricité et de l'eau ont flambé.

En résumé, une part importante de la population grecque ne peut pas aujourd'hui payer ses impôts. Mais avec des prisons saturées et sans moyens, alors que la crise se dégrade de jour en jour, un compromis financier est souvent trouvé devant la justice. Des «négociations» ont parfois lieu, en dehors du tribunal, avec la police ou les fonctionnaires des impôts. Pour lutter contre cette corruption dans l'administration, la «task force» européenne a pensé à une «e-administration», des paiements sur Internet qui limiteraient les contacts avec les contribuables.

D'un côté, les plus bas revenus sont rognés par une hausse intenable des impôts, qui n'encouragent pas la consommation et freinent le commerce. De l'autre, les arrangements, les conciliations et les magouilles fiscales continuent à prospérer. Résultat: une partie de la population, la plus vulnérable, souffre davantage alors que le système n'est toujours pas révolutionné, malgré les efforts conjoints de l'Union européenne et des autorités grecques.

Une grande majorité des Grecs ne font plus confiance aux hommes politiques, et ce rejet s'exprime par le vote —sanction du Pasok et de la Nouvelle Démocratie, succès de Syriza, la gauche radicale aux dernières législatives— par le refus de payer ses impôts. Pourquoi donner si on ne sait pas où va son argent?

**Mathieu Martiniere**

J'aime

64 personnes aiment ça.

Devenez fan sur [facebook](#), suivez-nous sur [twitter](#)